

Système métrique

La Commission affirme, lors de ces réunions, que l'industrie absorbera les frais, qu'ils ne seront pas refilés au consommateur. En même temps, l'industrie dit tout le contraire.

J'aimerais que cette question nous soit présentée sous forme de projet de loi. La meilleure chose qui puisse arriver à la conversion au système métrique serait qu'elle fasse l'objet d'un projet de loi que la Chambre puisse débattre. Étalons-la au grand jour, et examinons la question. Qu'on la renvoie au comité. Adoptons l'amendement.

Si les employés de la Commission ne savent pas comment rédiger un projet de loi, nous les aiderons. Si le ministère ignore comment rembourser aux humbles ce que la conversion leur coûtera, nous lui dirons comment faire. Cela fait longtemps que nous étudions cette question. Nous commençons à bien la connaître.

Comme mes collègues, j'ai été découragé lorsque j'ai vu le gouvernement se figer dans sa position. Il ne veut pas en démordre: Il faudra passer par là, qu'on le veuille ou non. Devant une telle attitude, je deviens moi aussi très obstiné. Cela m'empêche d'appuyer sans réserve la conversion au système métrique.

J'ai assisté au caucus de mon parti et, avec d'autres députés, j'ai plaidé en faveur de la conversion au système métrique. Beaucoup se demandent maintenant ce qui s'est passé. Ils se souviennent du discours passionné que j'ai fait en faveur du système métrique au caucus de mon parti, disant que je soutenais à fond la conversion et que c'était une chose formidable pour le Canada. J'ai été fortement critiqué pour ce discours. J'ai reçu plusieurs lettres. Je ne les lirais pas toutes. Certaines ne sont pas très aimables. Mais j'ai fait cela parce que je croyais en la conversion au système métrique. Mais, lorsque j'ai vu ce que plusieurs ministres avaient fait ou avaient omis de faire dans le cadre de la conversion au système métrique, j'ai changé d'avis. J'appuie entièrement le principe de la conversion au système métrique, mais pas la façon dont le gouvernement essaie de l'appliquer, qui est rétrograde.

Au sujet de la question des acres et hectares, notre comité a entendu des représentants du monde agricole. Ces derniers nous ont dit que les agriculteurs étaient tous en faveur de la conversion au système métrique. A la même occasion, les agriculteurs se sont rendus à une réunion au château Laurier. La question de la conversion au système métrique a été soulevée. Il y a eu un échange si violent que le président de la réunion a ajourné la discussion pour qu'ils puissent passer à d'autres questions. Autrement dit, il était loin d'y avoir unanimité.

Le député de Vegreville (M. Mazankowski), le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) et d'autres qui ont participé à ce débat ont dit, avec raison, qu'il fallait renvoyer le bill au comité.

Présentez un bill, qu'on étudie toute la question au grand jour. Rencontrons les groupes d'agriculteurs pour voir ce que nous pouvons faire pour réaliser efficacement la conversion au système métrique. Jusqu'à ce que le gouvernement le fasse, je puis l'assurer qu'il aura tout autant de difficultés avec les 92 autres bills qu'avec le bill C-23.

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, je ne me serais pas levé pour prendre la parole si je n'éprouvais pas profondément certaines convictions à ce sujet. Au cours des derniers débats, j'ai parlé au sujet de l'histoire de

[M. Kempling.]

l'Ouest. J'ai parlé du système Torrens que nous avons hérité de la Nouvelle-Zélande et j'ai décrit en détail ce que cela signifiait pour l'histoire de l'Ouest. Au cours de ce discours, le ministre chargé des petites entreprises s'est moqué de moi et m'a interrompu. Je lis ce discours ce soir pour la première fois depuis que je l'ai fait.

S'il est un instrument dont dispose le Parlement, c'est bien du droit de débattre de certaines questions. On peut m'accuser, ainsi que mes amis, de faire obstruction à ce bill. Je vous dirai ceci. Si je dois faire obstruction à ce bill aussi longtemps que je suis membre de cette Chambre à cause du mal que fera ce bill à l'histoire et à la tradition de l'Ouest canadien, je suis prêt à subir les reproches que les média adressent habituellement à ceux qui font de l'obstruction systématique. Je me prévaudrai de tous mes droits parlementaires pour m'assurer que le Parlement travaille plutôt que de laisser faire avaler cette chose aux Canadiens de l'Ouest.

Ce bill n'est rien d'autre que de l'insémination parlementaire. Et on va vous l'administrer au moyen d'une seringue que cela vous plaise ou pas. Vous devez engendrer un veau que vous aimiez cela ou non. C'est littéralement le viol de l'Ouest.

L'opposition joue un rôle. J'ai lu des articles, non dans les journaux agricoles, mais dans d'autres journaux où l'on soutient que nous délibérons actuellement sur ce bill pour le retarder. Laissez-moi vous dire la vérité. Nous délibérons bien à son sujet. Et nous retardons effectivement son acheminement.

Des voix: Bravo!

M. Paproski: Et nous vaincrons.

Des voix: Oh, oh!

M. Woolliams: J'entends ces interventions. J'apprécie le fait que les députés d'en face se préoccupent de la même chose que nous. Je suis sûr que dans leur caucus, le petit homme du coin, ti-Jack Horner, est en train de jouer avec son système métrique. Il doit avoir dit aux membres du gouvernement ce que cela signifie pour les agriculteurs et pour les citoyens et il doit leur avoir parlé des millions et des millions de dollars que cela coûtera aux contribuables canadiens pour effectuer la conversion.

Je veux parler du rôle que joue l'opposition. Vous devez d'abord considérer l'expression le chef de l'opposition officielle, le chef de l'opposition loyale de Sa Majesté.

Une voix: Qui est-ce?

M. Woolliams: Ne vous inquiétez pas à son sujet. Il s'en sortira. Encore tout récemment, votre premier ministre (M. Trudeau) connaissait une bien faible cote de popularité d'après les sondages. Les sondages, c'est comme un yo-yo. A l'instar du très honorable représentant de Prince-Albert (M. Diefenbaker), je trouve que les sondages ne valent pas grand-chose.

● (2150)

Des voix: Bravo!

M. Woolliams: Même dans les lois, on dit «Premier ministre de la Couronne et de Sa Majesté» pour le premier ministre, et «chef de la loyale opposition de Sa Majesté» pour le chef de l'opposition. En quoi consistent nos fonctions? On nous a